

**Conférence des Parties****Rapport de la Conférence des Parties sur sa deuxième session
extraordinaire, tenue du 6 au 9 décembre 2021**

Table des matières

| | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|---|--------------------|-------------|
| Première partie : Délibérations | | |
| I. Ouverture de la session | 1–2 | 3 |
| II. Questions d'organisation..... | 3–15 | 3 |
| A. Bureau..... | 3 | 3 |
| B. Adoption de l'ordre du jour | 4 | 3 |
| C. Pouvoirs des délégations..... | 5–8 | 3 |
| D. Accréditation d'organisations intergouvernementales, d'organisations de la société civile et de représentants du secteur privé, et admission d'observateurs..... | 9 | 4 |
| E. Organisation des travaux | 10–11 | 4 |
| F. Participation..... | 12–14 | 4 |
| G. Documentation..... | 15 | 6 |
| III. Décisions adoptées par la Conférence des Parties..... | 16–18 | 6 |
| Décision prise sur la recommandation du Président de la Conférence des Parties.. | 16–18 | 6 |
| IV. Conclusion des travaux de la session | 19–21 | 6 |
| A. Rapport sur les travaux de la session | 19–20 | 6 |
| B. Clôture de la session | 21 | 6 |
| Annexes | | |
| I. Déclaration du Président de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification à l'occasion de l'ouverture de la deuxième session extraordinaire | | 7 |
| II. Déclaration du Président de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification à l'occasion de la clôture de la deuxième session extraordinaire | | 10 |
| III. Documents dont était saisie la Conférence des Parties à sa deuxième session extraordinaire | | 11 |



Deuxième partie : Mesures prises

Décision

1/COP.ES-2 Budget-programme intermédiaire pour 2022 12

Première partie : Délibérations

I. Ouverture de la session

1. La deuxième session extraordinaire de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification a été ouverte le lundi 6 décembre à 12 h 30, heure de Bonn (heure d'Europe centrale), par une déclaration écrite¹ du Président de la Conférence des Parties (COP), S. E. M. Bhupender Yadav, Ministre de l'environnement, des forêts et des questions relatives aux changements climatiques.

2. Exprimant sa solidarité avec les Parties et tous les représentants réunis à la deuxième session extraordinaire, qui se tenait en des temps particulièrement difficiles, dans le cadre de leur lutte contre la pandémie de COVID-19, le Président de la COP a exposé les questions d'organisation et a fait distribuer une note expliquant la procédure d'approbation tacite. Il a également fait distribuer, pour adoption, un projet de décision contenant le projet de budget-programme intermédiaire pour 2022².

II. Questions d'organisation

A. Bureau

(Point 2 a) de l'ordre du jour)

3. Conformément au paragraphe 2 de l'article 22 du règlement intérieur, le Bureau de la COP, à sa deuxième session extraordinaire, était composé du Président et des Vice-Présidents en exercice.

B. Adoption de l'ordre du jour

(Point 2 b) de l'ordre du jour)

4. L'ordre du jour provisoire annoté (document ICCD/COP(ES-2)/1), qui a été établi par le secrétariat en accord avec le Président de la COP et conformément aux articles 9 et 14 du règlement intérieur et qui a été communiqué par le Secrétaire exécutif aux Parties et aux observateurs le 6 septembre 2021, a été adopté dans le cadre de la procédure prévue au paragraphe 7 de l'ordre du jour provisoire annoté.

C. Pouvoirs des délégations

(Point 2 c) de l'ordre du jour)

5. Il a été précisé que 136 Parties à la Convention étaient inscrites à la deuxième session extraordinaire de la COP. Conformément à l'article 20 du règlement intérieur, le Bureau de la COP a indiqué que les représentants de 53 Parties³ à la Convention avaient communiqué leurs pouvoirs avant le 17 décembre 2021 selon les modalités exigées à l'article 19 du règlement intérieur.

6. Conformément à la décision que le Bureau de la COP avait prise à sa réunion du 30 novembre 2021⁴, des informations concernant la nomination des représentants ont été communiquées au secrétariat, sous la forme de lettres ou de normes verbales émanant de ministères, d'ambassades, de missions permanentes auprès des Nations Unies, d'autres

¹ Voir l'annexe I.

² Voir la décision 1/COP.ES-2 figurant dans la deuxième partie du présent rapport.

³ Outre les Parties énumérées au paragraphe 4 du document ICCD/COP(ES-2)/4, des pouvoirs ont été communiqués par les Parties ci-après : Algérie, Argentine, Danemark, Israël, Pays-Bas et Slovaquie.

⁴ Voir l'annexe I, point 2 c) de l'ordre du jour.

entités ou autorités publiques ou de bureaux locaux des Nations Unies, y compris de lettres provenant de centres de liaison nationaux, par 91 Parties⁵ participant à la session.

7. En outre, le Bureau de la COP a décidé⁶ que les pouvoirs officiels ou les lettres de créance des représentants qui n'avaient pas encore été reçus devraient être transmis dès que possible au secrétariat de la Convention.

8. Le rapport sur les pouvoirs que le Bureau avait soumis à la COP sous la cote ICCD/COP(ES-2)/4 a été approuvé par celle-ci selon la procédure expliquée dans la déclaration d'ouverture du Président au titre du point 2 c) de l'ordre du jour.

D. Accréditation d'organisations intergouvernementales, d'organisations de la société civile et de représentants du secteur privé, et admission d'observateurs

(Point 2 d) de l'ordre du jour)

9. La Conférence a accrédité les organisations intergouvernementales et les organisations de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, énumérées dans le document ICCD/COP(ES-2)/3.

E. Organisation des travaux

(Point 2 e) de l'ordre du jour)

10. La deuxième session extraordinaire de la COP s'est tenue à distance selon une procédure d'approbation tacite écrite, comme indiqué aux paragraphes 10 et 11 de l'ordre du jour provisoire annoté. Une brève explication complémentaire de la procédure figurait dans l'annexe à la déclaration écrite faite par le Président de la COP à l'ouverture de la session.

11. Un projet de décision sur le budget-programme intermédiaire pour 2022 était également joint à la déclaration d'ouverture du Président de la COP et avait fait l'objet d'une procédure⁷ d'approbation tacite jusqu'au jeudi 9 décembre 2021, à 12 h 30, heure de Bonn (heure d'Europe centrale). En l'absence de contestation, la décision a été considérée comme adoptée. Le Président de la COP a informé les Parties de son adoption par sa déclaration de clôture⁸ transmise aux délégations le jeudi 9 décembre 2021 à 13 h 30, heure de Bonn (heure d'Europe centrale).

F. Participation

12. Les représentants des 136 Parties ci-après à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification étaient inscrits à la deuxième session extraordinaire de la COP :

| | | |
|--------------------|-----------------|------------|
| Afrique du Sud | Arabie saoudite | Bahamas |
| Albanie | Argentine | Bangladesh |
| Algérie | Arménie | Bélarus |
| Allemagne | Australie | Belgique |
| Angola | Autriche | Belize |
| Antigua-et-Barbuda | Azerbaïdjan | Bénin |

⁵ Outre les Parties énumérées au paragraphe 6 du document ICCD/COP(ES-2)/4, des pouvoirs ont été communiqués par les Parties ci-après : Afrique du Sud, Albanie, Canada, Estonie, État de Palestine, Ghana, Kenya, Koweït, Macédoine du Nord, Malawi, Mauritanie, Oman, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Ouganda, Sénégal, Slovaquie, Tchad, Tuvalu et Venezuela (République bolivarienne du).

⁶ Voir le paragraphe 7 du document ICCD/COP (ES-2)/4.

⁷ Voir l'appendice de l'annexe I.

⁸ Voir l'annexe II.

| | | |
|--------------------------------|-------------------------------|---|
| Bhoutan | Israël | République centrafricaine |
| Bosnie-Herzégovine | Italie | République populaire démocratique de Corée |
| Botswana | Jamaïque | République démocratique du Congo |
| Brésil | Japon | République dominicaine |
| Bulgarie | Jordanie | République de Corée |
| Burkina Faso | Kazakhstan | République de Moldova |
| Cambodge | Kenya | République arabe syrienne |
| Cameroun | Kirghizistan | Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord |
| Canada | Koweït | Sainte-Lucie |
| Chili | Lesotho | Saint-Vincent-et-les Grenadines |
| Chine | Liban | Sao Tomé-et-Principe |
| Chypre | Libéria | Sénégal |
| Colombie | Macédoine du Nord | Serbie |
| Costa Rica | Madagascar | Sierra Leone |
| Côte d'Ivoire | Malaisie | Slovaquie |
| Danemark | Malawi | Slovénie |
| Dominique | Mali | Soudan du Sud |
| Égypte | Malte | Sri Lanka |
| El Salvador | Maroc | Suisse |
| Équateur | Maurice | Suriname |
| Espagne | Mauritanie | Tadjikistan |
| Estonie | Mexique | Tchad |
| Eswatini | Micronésie (États fédérés de) | Tchéquie |
| États-Unis d'Amérique | Monténégro | Thaïlande |
| Fédération de Russie | Mozambique | Togo |
| Fidji | Myanmar | Trinité-et-Tobago |
| Finlande | Namibie | Tunisie |
| Gambie | Népal | Turkménistan |
| Géorgie | Nicaragua | Turquie |
| Ghana | Nigéria | Uruguay |
| Grenade | Ouganda | Union européenne |
| Guatemala | Ouzbékistan | Venezuela (République bolivarienne du) |
| Guinée équatoriale | Pakistan | Viet Nam |
| Guinée | Palaos | Yémen |
| Guyana | Panama | Zambie |
| Haïti | Paraguay | Zimbabwe |
| Honduras | Pays-Bas | |
| Hongrie | Pérou | |
| Inde | Philippines | |
| Indonésie | Pologne | |
| Iran (République islamique d') | Portugal | |

13. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement était inscrit.
14. Des représentants de 2 organisations intergouvernementales et de 6 organisations de la société civile étaient également inscrits à la session.

G. Documentation

14. On trouvera à l'annexe III du présent rapport la liste des documents dont la COP était saisie à sa deuxième session extraordinaire.

III. Décisions adoptées par la Conférence des Parties

Décision prise sur la recommandation du Président de la Conférence des Parties

16. Le projet de décision sur le budget-programme intermédiaire pour 2022, qui a été soumis aux Parties pour examen et adoption, est le résultat de l'examen et des consultations menés par le groupe informel du budget, lequel a été créé sur le modèle du groupe de contact du budget établi lors des sessions ordinaires de la COP, tel que cela avait été indiqué dans la seconde notification adressée aux Parties et aux observateurs le 6 septembre 2021. Dans sa déclaration d'ouverture transmise aux Parties le 6 décembre 2021, le Président de la COP a remercié, au nom du Bureau, M. Bongani Masuku (Eswatini) d'avoir efficacement coordonné et facilité les travaux du groupe informel et, à cette occasion, a fait distribuer le projet de décision sur le budget-programme intermédiaire pour 2022.

17. Le projet de décision sur le budget-programme intermédiaire pour 2022 a fait l'objet d'une procédure d'approbation tacite jusqu'au jeudi 9 décembre 2021, à 12 h 30, heure de Bonn (heure d'Europe centrale), pour examen et adoption par les Parties.

18. Dans sa déclaration de clôture, le Président de la COP a indiqué qu'aucune observation n'avait été reçue pendant les soixante-douze heures de la période d'approbation tacite. Il a également déclaré que par leur silence, les Parties avaient donné leur accord à l'adoption de la décision qui leur avait été soumise. Par conséquent, la Conférence avait adopté le projet de décision sur le budget-programme intermédiaire pour 2022 que le Président de la COP avait recommandé.

IV. Conclusion des travaux de la session

A. Rapport sur les travaux de la session

(Point 4 de l'ordre du jour)

19. Comme indiqué au paragraphe 17 de l'ordre du jour provisoire annoté, les déclarations écrites faites par le Président de la COP constituent la trame du présent rapport. Le projet de rapport de la session a été adopté le 9 décembre 2021.

20. Le Rapporteur a été autorisé à compléter le rapport sous la direction du Président et avec le concours du secrétariat, si nécessaire.

B. Clôture de la session

(Point 5 de l'ordre du jour)

21. Le Président de la COP a remercié tous les représentants des Parties et observateurs qui ont participé à cette session extraordinaire pour leur patience, leur coopération et leur contribution. Il a déclaré close la deuxième session extraordinaire de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification le jeudi 9 décembre 2021 à 13 h 30, heure de Bonn (heure d'Europe centrale).

Annexe I

Déclaration du Président de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification à l'occasion de l'ouverture de la deuxième session extraordinaire

Je souhaite à tous les représentants des Parties et observateurs la bienvenue à la deuxième session extraordinaire de la Conférence des Parties (COP) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

La proposition de convocation envoyée par le secrétariat le 28 juin 2021⁹ ayant été approuvée par les Parties, la présente session a été convoquée afin d'examiner et d'adopter un budget intermédiaire pour le programme de travail de 2022. En conséquence, j'appelle l'attention de tous les représentants sur ce qui suit.

1. Ouverture de la session

J'ai le plaisir, par la présente communication, de déclarer officiellement ouverte la deuxième session extraordinaire de la Conférence des Parties à la Convention sur la lutte contre la désertification.

2. Questions d'organisation

a) Membres du Bureau

Conformément au paragraphe 2 de l'article 22 du règlement intérieur, lors de la deuxième session extraordinaire, le Bureau de la Conférence sera composé du Président et des Vice-Présidents en exercice.

b) Adoption de l'ordre du jour

Par la présente, l'ordre du jour provisoire annoté (ICCD/COP(ES-2)/1) établi par le secrétariat, conformément à l'article 9 du règlement intérieur, en accord avec le Président de la COP et conformément à l'article 14 du règlement intérieur, et communiqué au préalable aux Parties et aux observateurs par le Secrétaire exécutif, est adopté, en application des dispositions du paragraphe 7 dudit ordre du jour.

c) Pouvoirs des délégations

Conformément à l'article 19 du Règlement intérieur, les pouvoirs des représentants ainsi que les noms des suppléants et des conseillers sont communiqués au secrétariat permanent si possible vingt-quatre heures au plus tard après l'ouverture de la session.

En raison des circonstances exceptionnelles dans lesquelles la deuxième session extraordinaire est convoquée, le Bureau de la quatorzième session de la Conférence, à sa réunion du 30 novembre, a décidé, à titre exceptionnel et uniquement pour la deuxième session extraordinaire, d'accepter – le cas échéant – des lettres de créance émanant des centres de liaison nationaux concernés au lieu des pouvoirs officiels requis au titre des articles 19 et 20 du règlement intérieur.

⁹ Voir la note verbale à l'adresse suivante : <https://www.unccd.int/sites/default/files/relevant-links/2021-06/Countries-COP%20ES-2-eng-web-final.pdf>.

d) Accréditation d'organisations intergouvernementales, d'organisations de la société civile et de représentants du secteur privé, et admission d'observateurs

Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 22 de la Convention, des articles 6 et 7 du règlement intérieur et de la décision 26/COP.1, la Conférence approuve la liste des organisations intergouvernementales et des organisations de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, qu'il est proposé d'accréditer à la deuxième session extraordinaire, telle qu'elle figure dans le document portant la cote ICCD/COP(ES-2)/3.

e) Organisation des travaux

La deuxième session extraordinaire se tiendra en ligne et une procédure d'approbation tacite sera appliquée, conformément aux indications données aux paragraphes 10 et 11 de l'ordre du jour provisoire annoté. En complément, une description succincte de la procédure est jointe à la présente communication (voir l'appendice ci-après).

3. Programme et budget – Projet de budget intermédiaire pour 2022

J'ai le plaisir de soumettre le projet de décision ci-joint¹⁰ sur le budget intermédiaire pour 2022, pour examen et adoption par les Parties. Ce projet de décision est le résultat de l'examen et des consultations menés par le groupe informel du budget, lequel a été créé sur le modèle du groupe de contact du budget établi lors des sessions ordinaires de la COP, tel que cela avait été indiqué aux Parties et observateurs le 6 septembre 2021¹¹. Au nom du Bureau, je tiens à remercier M. Bongani Masuku (Eswatini) pour l'efficacité avec laquelle il a coordonné et facilité les travaux du groupe informel.

Par la présente, le projet de décision ci-joint fait l'objet d'une procédure d'approbation tacite jusqu'au jeudi 9 décembre 2021, à 12 h 30, heure de Bonn (heure d'Europe centrale). Le cas échéant, les observations à son sujet peuvent être adressées par les chefs de délégation ou par l'intermédiaire de ceux-ci au Secrétaire exécutif à l'adresse suivante : secretariat@unccd.int.

4. Rapport de la session

Conformément au paragraphe 17 de l'ordre du jour provisoire, une esquisse du projet de rapport, accompagnée de la présente communication, sera communiquée aux représentants le jeudi 9 décembre 2021 à 13 h 30, heure de Bonn (heure d'Europe centrale), heure à laquelle elle sera considérée comme adoptée.

Je saisis l'occasion pour assurer de ma solidarité dans leur lutte contre la pandémie de COVID-19 les Parties et tous les représentants qui participent à cette session extraordinaire en ces temps difficiles.

(Signé) M. Bhupender Yadav
Ministre de l'environnement, des forêts et des questions
relatives aux changements climatiques de l'Inde et
Président de la Conférence des Parties à la Convention
des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

¹⁰ Voir la décision 1/COP.ES-2 figurant dans la deuxième partie du rapport.

¹¹ Voir la note verbale à l'adresse suivante : <https://www.unccd.int/sites/default/files/relevant-links/2021-09/Countries-web-COP%20ES-2-eng.pdf>.

Appendice

Description succincte de la procédure d'approbation tacite

Également connue sous le nom de « procédure écrite », la « procédure d'approbation tacite » est utilisée par certains organes et organismes des Nations Unies pour adopter des décisions en l'absence de réunion en présentiel. Lorsqu'il n'est pas possible d'organiser une réunion plénière, un projet de décision est communiqué par écrit par le Président ou la Présidente de l'organe concerné dans le cadre d'une procédure d'approbation tacite, qui peut généralement durer jusqu'à soixante-douze heures. Le recours à une procédure d'approbation tacite présuppose des consultations ou des négociations préalables au sujet de la décision qui est présentée pour adoption. Le Président de séance s'assure généralement qu'aucun problème ne sera soulevé ou qu'aucune objection ne sera formulée au sujet du projet de décision pendant la durée de la procédure d'approbation tacite. En l'absence de contestation, la décision est considérée comme adoptée.

La deuxième session extraordinaire de la Conférence des Parties (COP) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification se tiendra du 6 au 9 décembre 2021 et aura pour objectif l'examen et l'adoption du budget intermédiaire pour 2022. Pendant cette session, qui se déroulera en ligne, une procédure d'approbation tacite sera appliquée.

Afin d'assurer l'adoption sans contretemps de la proposition de budget intermédiaire par la COP, un groupe informel de représentants des Parties a été établi. La composition et le mode de fonctionnement de ce groupe informel ont été définis sur le modèle du groupe de contact du budget établi lors des sessions ordinaires de la Conférence. La participation au groupe informel était ouverte à toutes les délégations. En conséquence, le groupe informel a examiné le budget proposé par le Secrétaire exécutif et a organisé une série de consultations virtuelles entre le 18 octobre et le 12 novembre 2021. Il a achevé ses travaux et soumis un projet de décision au Président de la COP. Ce projet de décision sur le budget intermédiaire pour l'année 2022 devrait être adopté à l'issue des soixante-douze heures de la procédure d'approbation tacite, soit le 9 décembre 2021.

Annexe II

Déclaration du Président de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification à l'occasion de la clôture de la deuxième session extraordinaire

Je souhaite à tous les représentants des Parties et observateurs la bienvenue au dernier jour de la deuxième session extraordinaire de la Conférence des Parties (COP) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

J'ai le plaisir d'annoncer que la deuxième session extraordinaire, qui se tenait du 6 au 9 décembre 2021 selon la procédure d'approbation tacite, a atteint son objectif d'adopter un budget-programme intermédiaire pour l'année 2022. Je tiens à exprimer mes plus vifs remerciements à tous les représentants des Parties et observateurs pour leur compréhension, leur contribution et leur coopération. Dans cette déclaration de clôture, je voudrais revenir sur les points suivants.

3. Programme et budget – Projet de budget intermédiaire pour 2022

J'ai le plaisir d'annoncer qu'aucune observation n'a été reçue pendant les soixante-douze heures de la procédure d'approbation tacite. Par leur silence, les Parties ont donné leur accord à l'adoption de la décision qui leur était soumise. La Conférence a donc adopté la décision ci-après, qui lui avait été soumise sur ma recommandation :

1/COP.ES-2 Budget-programme intermédiaire pour 2022.

4. Rapport de la session

Comme suite à ma déclaration d'ouverture, je fais circuler le projet de rapport de la session qui, à ce stade, est réputé avoir été adopté par la COP.

5. Clôture de la session

Je voudrais remercier une fois de plus tous les représentants des Parties et observateurs qui ont pris part à ce processus extraordinaire pour leur patience, leur coopération et leur contribution.

Je me réjouis de vous revoir tous à la quinzième session de la COP, qui se tiendra à Abidjan (Côte d'Ivoire), en mai 2022.

Je déclare close la deuxième session extraordinaire de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

(Signé) M. Bhupender Yadav
Ministre de l'environnement, des forêts et des questions
relatives aux changements climatiques de l'Inde
et Président de la Conférence des Parties à la Convention
des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

Annexe III**Documents dont était saisie la Conférence des Parties
à sa deuxième session extraordinaire**

| <i>Cote du document</i> | <i>Titre</i> |
|-------------------------|--|
| ICCD/COP(ES-2)/1 | Ordre du jour provisoire annoté. Note du secrétariat |
| ICCD/COP(ES-2)/2 | Programme et budget intermédiaires pour 2022. Note du secrétariat |
| ICCD/COP(ES-2)/3 | Accreditation of intergovernmental organizations, civil society organizations and representatives from the private sector, and admission of observers. Note by the secretariat |
| ICCD/COP(ES-2)/4 | Pouvoirs des délégations. Rapport du Bureau de la Conférence des Parties |
| ICCD/COP(ES-2)/INF.1 | Liste des participants |

Deuxième partie : Mesures prises

Décision 1/COP.ES-2

Budget-programme intermédiaire pour 2022

La Conférence des Parties,

Rappelant les règles de gestion financière de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification¹²,

Constatant que la quinzième session de la Conférence des Parties a été reportée à 2022 en raison des contraintes liées à la pandémie de COVID-19,

Estimant qu'il convient, par conséquent, de prendre des dispositions exceptionnelles pour assurer la continuité des activités relatives à la Convention, y compris celles de son secrétariat et du Mécanisme mondial, ainsi que les réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires,

Notant que le Bureau de la Conférence des Parties propose, à titre exceptionnel et sans que cela ne crée de précédent, que les Parties examinent et approuvent un budget-programme intermédiaire pour 2022 selon des modalités convenues d'un commun accord,

Rappelant les décisions 1/COP.14 et 10/COP.14,

Ayant pris connaissance des informations figurant dans le document établi par le secrétariat et le Mécanisme mondial au sujet du budget-programme intermédiaire¹³,

Budget-programme intermédiaire pour 2022

1. *Approuve*, à titre exceptionnel, le budget-programme intermédiaire pour 2022, d'un montant de 8 215 452 euros, aux fins spécifiées au tableau 1 ;
2. *Remercie* le Gouvernement allemand de sa contribution volontaire annuelle au budget de base, d'un montant de 511 292 euros, et de la contribution spéciale d'un montant de 511 292 euros (Fonds de Bonn) qu'il verse en tant que gouvernement hôte du secrétariat ;
3. *Approuve* la dotation en personnel du budget-programme intermédiaire présentée au tableau 2 ;
4. *Décide* de maintenir le montant de la réserve de trésorerie à un niveau correspondant à 12 % du montant estimatif des dépenses annuelles du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention ;
5. *Autorise* le Secrétaire exécutif, à titre exceptionnel, à prélever sur les soldes non utilisés un montant pouvant atteindre 121 411 euros, pour autant que l'utilisation de ces soldes ne diminue pas la réserve de trésorerie et que toute utilisation de cette nature soit répartie entre les programmes et le Mécanisme mondial proportionnellement au budget approuvé ;
6. *Adopte* le barème indicatif des quotes-parts pour 2022 qui figure à l'annexe de la présente décision ;
7. *Notant* qu'un barème des contributions pour la période triennale 2022-2024 devrait être approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2021, *demande* à la Conférence des Parties, à sa quinzième session, d'envisager d'appliquer ce barème, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 12 des règles de gestion financière de la Conférence

¹² Décision 2/COP.1, annexe.

¹³ Document ICCD/COP(ES-2)/2.

des Parties telles que modifiées par la décision 10/COP.14, en apportant des ajustements, le cas échéant, aux contributions de 2023 une fois que le budget pour 2022-2023 aura été adopté ;

8. *Invite* toutes les Parties à la Convention à prendre note de l'alinéa a) du paragraphe 14 des règles de gestion financière de la Conférence des Parties et de la nécessité de verser rapidement leurs contributions au budget de base ;

9. *Autorise* le Secrétaire exécutif à opérer des transferts entre les principales lignes de crédit indiquées au tableau 1 jusqu'à concurrence d'un montant global correspondant à 20 % du total estimé des dépenses prévues au titre de ces lignes de crédit, étant entendu que pour chacune d'entre elles, la réduction devra rester inférieure à 25 %, et *prie* le Secrétaire exécutif de rendre compte à la Conférence des Parties de tout transfert de cette nature ;

10. *Autorise également* le Secrétaire exécutif à créer des postes de rang inférieur en sus de la dotation en personnel approuvée figurant au tableau 2, en veillant à ce que le budget alloué aux dépenses de personnel ne dépasse pas 5 473 083 euros ;

11. *Invite* l'Assemblée générale des Nations Unies à inscrire au calendrier des conférences et réunions de l'année 2022 les sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires prévues pour cette année ;

12. *Approuve* le budget conditionnel pour les services de conférence présenté au tableau 3, d'un montant de 1 578 495 euros, qui s'ajouterait au budget-programme pour 2022 si l'Assemblée générale décidait de ne pas allouer de ressources à ces activités au titre du budget ordinaire de l'ONU ;

13. *Décide* que, si tant est que l'affectation de contributions volontaires aux fins indiquées au paragraphe 12 ne permette pas d'atteindre le montant de 1 578 495 euros, la différence sera imputée au budget conditionnel prévu pour les services de conférence ;

14. *Prie* le Secrétaire exécutif de lui rendre compte à sa quinzième session de l'état des recettes et des dépenses et de l'exécution du budget pour 2020-2021, en utilisant une méthode axée sur les résultats ;

15. *Prie également* le Secrétaire exécutif d'établir, en application de la décision 10/COP.14 et compte tenu de la présente décision, un budget et un programme de travail axés sur les résultats pour l'exercice biennal 2022-2023, en présentant deux scénarios budgétaires et un programme de travail fondé sur les besoins prévus pour l'exercice selon : a) un scénario de croissance nominale nulle ; b) un scénario fondé sur les modifications qu'il est recommandé d'apporter au premier scénario et les coûts supplémentaires ou les économies qui en résulteraient.

Tableau 1
Besoins de financement par sous-programme
 (En euros)

| | Budget approuvé pour 2021 ^a | Projet de budget intermédiaire pour 2022 | Écart en pourcentage |
|--|---|--|-------------------------|
| <i>I. Programmes du secrétariat</i> | | | |
| A. Direction exécutive et gestion | 1 013 419 | 1 013 419 | 0,0 |
| B. Communications | 561 295 | 561 295 | 0,0 |
| C. Relations extérieures, politiques et sensibilisation | 1 091 937 | 1 091 937 | 0,0 |
| D. Science, technologie et mise en œuvre | 1 602 685 | 1 602 685 | 0,0 |
| E. Services administratifs | 1 153 523 | 1 153 523 | 0,0 |
| <i>II. Mécanisme mondial</i> | | | |
| F. Mécanisme mondial | 1 847 452 | 1 847 452 | 0,0 |
| Total partiel (A-F) | 7 270 311 | 7 270 311 | 0,0 |
| III. Dépenses d'appui aux programmes (13 %) | 945 141 | 945 141 | 0,0 |
| IV. Réserve de trésorerie | - | - | 0,0 |
| Total (I-IV) | 8 215 452 | 8 215 452 | 0,0 |
| Recettes | | | |
| Contribution du gouvernement du pays hôte | 511 292 | 511 292 | 0,0 |
| Montant indicatif des contributions | 7 582 749 | 7 582 749 | 0,0 |
| Soldes non utilisés | 121 411 | 121 411 | 0,0 |
| Total des recettes | 8 215 452 | 8 215 452 | 0,0 |

^a Budget approuvé pour 2021, tel qu'il est présenté dans la décision 10/COP.14.

Tableau 2
Besoins en personnel

| | Budget approuvé pour 2020-2021 | | Projet de budget intermédiaire pour 2022 | | | |
|---|-----------------------------------|----------------------|---|--------------|----------------------|--------------|
| | Secrétariat | Mécanisme mondial | Total | Secrétariat | Mécanisme mondial | Total |
| Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur | | | | | | |
| Secrétaire général adjoint | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| D-2 | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| D-1 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 |
| P-5 | 7,00 | 1,00 | 8,00 | 7,00 | 1,00 | 8,00 |
| P-4 | 7,00 | 2,00 | 9,00 | 7,00 | 2,00 | 9,00 |
| P-3 | 4,00 | 4,00 | 8,00 | 4,00 | 4,00 | 8,00 |
| P-2 | 1,00 | 2,00 | 3,00 | 1,00 | 2,00 | 3,00 |
| Total partiel, administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur | 21,00 | 10,00 | 31,00 | 21,00 | 10,00 | 31,00 |
| Total partiel, agents des services généraux | 10,00 | 4,00 | 14,00 | 10,00 | 4,00 | 14,00 |
| Total | 31,00 | 14,00 | 45,00 | 31,00 | 14,00 | 45,00 |

Tableau 3
Budget conditionnel pour les services de conférence
(En euros)

| <i>Objet de dépense</i> | <i>2022</i> |
|---------------------------------|------------------|
| Services de conférence de l'ONU | 1 396 898 |
| Dépenses d'appui aux programmes | 181 597 |
| Total | 1 578 495 |

Annexe

Barème indicatif des quotes-parts pour le financement du budget de base pour 2022

| <i>Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification^a</i> | <i>Barème des quotes-parts de l'ONU</i> | <i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2021</i> | <i>Montant indicatif des contributions pour 2021 (En euros)</i> | <i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2022</i> | <i>Montant indicatif des contributions pour 2022 (En euros)</i> |
|---|---|--|---|--|---|
| Afghanistan | 0,007 | 0,007 | 517 | 0,007 | 517 |
| Afrique du Sud | 0,272 | 0,265 | 20 107 | 0,265 | 20 107 |
| Albanie | 0,008 | 0,008 | 591 | 0,008 | 591 |
| Algérie | 0,138 | 0,135 | 10 201 | 0,135 | 10 201 |
| Allemagne | 6,090 | 5,937 | 450 196 | 5,937 | 450 196 |
| Andorre | 0,005 | 0,005 | 370 | 0,005 | 370 |
| Angola | 0,010 | 0,010 | 739 | 0,010 | 739 |
| Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,002 | 148 | 0,002 | 148 |
| Arabie saoudite | 1,172 | 1,143 | 86 639 | 1,143 | 86 639 |
| Argentine | 0,915 | 0,892 | 67 640 | 0,892 | 67 640 |
| Arménie | 0,007 | 0,007 | 517 | 0,007 | 517 |
| Australie | 2,210 | 2,155 | 163 372 | 2,155 | 163 372 |
| Autriche | 0,677 | 0,660 | 50 046 | 0,660 | 50 046 |
| Azerbaïdjan | 0,049 | 0,048 | 3 622 | 0,048 | 3 622 |
| Bahamas | 0,018 | 0,018 | 1 331 | 0,018 | 1 331 |
| Bahreïn | 0,050 | 0,049 | 3 696 | 0,049 | 3 696 |
| Bangladesh | 0,010 | 0,010 | 739 | 0,010 | 739 |
| Barbade | 0,007 | 0,007 | 517 | 0,007 | 517 |
| Bélarus | 0,049 | 0,048 | 3 622 | 0,048 | 3 622 |
| Belgique | 0,821 | 0,800 | 60 691 | 0,800 | 60 691 |
| Belize | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Bénin | 0,003 | 0,003 | 222 | 0,003 | 222 |
| Bhoutan | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0,016 | 0,016 | 1 183 | 0,016 | 1 183 |
| Bosnie-Herzégovine | 0,012 | 0,012 | 887 | 0,012 | 887 |
| Botswana | 0,014 | 0,014 | 1 035 | 0,014 | 1 035 |
| Brésil | 2,948 | 2,874 | 217 927 | 2,874 | 217 927 |
| Brunéi Darussalam | 0,025 | 0,024 | 1 848 | 0,024 | 1 848 |
| Bulgarie | 0,046 | 0,045 | 3 400 | 0,045 | 3 400 |
| Burkina Faso | 0,003 | 0,003 | 222 | 0,003 | 222 |
| Burundi | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Cabo Verde | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Cambodge | 0,006 | 0,006 | 444 | 0,006 | 444 |
| Cameroun | 0,013 | 0,013 | 961 | 0,013 | 961 |
| Canada | 2,734 | 2,665 | 202 108 | 2,665 | 202 108 |
| Chili | 0,407 | 0,397 | 30 087 | 0,397 | 30 087 |
| Chine | 12,005 | 11,704 | 887 455 | 11,704 | 887 455 |
| Chypre | 0,036 | 0,035 | 2 661 | 0,035 | 2 661 |
| Colombie | 0,288 | 0,281 | 21 290 | 0,281 | 21 290 |

| <i>Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification^a</i> | <i>Barème des quotes-parts de l'ONU</i> | <i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2021</i> | <i>Montant indicatif des contributions pour 2021 (En euros)</i> | <i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2022</i> | <i>Montant indicatif des contributions pour 2022 (En euros)</i> |
|---|---|--|---|--|---|
| Comores | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Congo | 0,006 | 0,006 | 444 | 0,006 | 444 |
| Costa Rica | 0,062 | 0,060 | 4 583 | 0,060 | 4 583 |
| Côte d'Ivoire | 0,013 | 0,013 | 961 | 0,013 | 961 |
| Croatie | 0,077 | 0,075 | 5 692 | 0,075 | 5 692 |
| Cuba | 0,080 | 0,078 | 5 914 | 0,078 | 5 914 |
| Danemark | 0,554 | 0,540 | 40 954 | 0,540 | 40 954 |
| Djibouti | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Dominique | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Égypte | 0,186 | 0,181 | 13 750 | 0,181 | 13 750 |
| El Salvador | 0,012 | 0,012 | 887 | 0,012 | 887 |
| Émirats arabes unis | 0,616 | 0,601 | 45 537 | 0,601 | 45 537 |
| Équateur | 0,080 | 0,078 | 5 914 | 0,078 | 5 914 |
| Érythrée | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Espagne | 2,146 | 2,092 | 158 640 | 2,092 | 158 640 |
| Estonie | 0,039 | 0,038 | 2 883 | 0,038 | 2 883 |
| Eswatini | 0,002 | 0,002 | 148 | 0,002 | 148 |
| État de Palestine | 0,008 | 0,008 | 591 | 0,008 | 591 |
| États-Unis d'Amérique | 22,000 | 21,448 | 1 626 323 | 21,448 | 1 626 323 |
| Éthiopie | 0,010 | 0,010 | 739 | 0,010 | 739 |
| Fédération de Russie | 2,405 | 2,345 | 177 787 | 2,345 | 177 787 |
| Fidji | 0,003 | 0,003 | 222 | 0,003 | 222 |
| Finlande | 0,421 | 0,410 | 31 122 | 0,410 | 31 122 |
| France | 4,427 | 4,316 | 327 260 | 4,316 | 327 260 |
| Gabon | 0,015 | 0,015 | 1 109 | 0,015 | 1 109 |
| Gambie | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Géorgie | 0,008 | 0,008 | 591 | 0,008 | 591 |
| Ghana | 0,015 | 0,015 | 1 109 | 0,015 | 1 109 |
| Grèce | 0,366 | 0,357 | 27 056 | 0,357 | 27 056 |
| Grenade | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Guatemala | 0,036 | 0,035 | 2 661 | 0,035 | 2 661 |
| Guinée | 0,003 | 0,003 | 222 | 0,003 | 222 |
| Guinée-Bissau | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Guinée équatoriale | 0,016 | 0,016 | 1 183 | 0,016 | 1 183 |
| Guyana | 0,002 | 0,002 | 148 | 0,002 | 148 |
| Haïti | 0,003 | 0,003 | 222 | 0,003 | 222 |
| Honduras | 0,009 | 0,009 | 665 | 0,009 | 665 |
| Hongrie | 0,206 | 0,201 | 15 228 | 0,201 | 15 228 |
| Îles Cook | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Îles Marshall | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Îles Salomon | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Inde | 0,834 | 0,813 | 61 652 | 0,813 | 61 652 |
| Indonésie | 0,543 | 0,529 | 40 141 | 0,529 | 40 141 |
| Iran (République islamique d') | 0,398 | 0,388 | 29 422 | 0,388 | 29 422 |
| Iraq | 0,129 | 0,126 | 9 536 | 0,126 | 9 536 |

| <i>Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification^a</i> | <i>Barème des quotes-parts de l'ONU</i> | <i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2021</i> | <i>Montant indicatif des contributions pour 2021 (En euros)</i> | <i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2022</i> | <i>Montant indicatif des contributions pour 2022 (En euros)</i> |
|---|---|--|---|--|---|
| Irlande | 0,371 | 0,362 | 27 426 | 0,362 | 27 426 |
| Islande | 0,028 | 0,027 | 2 070 | 0,027 | 2 070 |
| Israël | 0,490 | 0,478 | 36 223 | 0,478 | 36 223 |
| Italie | 3,307 | 3,224 | 244 466 | 3,224 | 244 466 |
| Jamaïque | 0,008 | 0,008 | 591 | 0,008 | 591 |
| Japon | 8,564 | 8,349 | 633 083 | 8,349 | 633 083 |
| Jordanie | 0,021 | 0,020 | 1 552 | 0,020 | 1 552 |
| Kazakhstan | 0,178 | 0,174 | 13 158 | 0,174 | 13 158 |
| Kenya | 0,024 | 0,023 | 1 774 | 0,023 | 1 774 |
| Kiribati | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Kirghizistan | 0,002 | 0,002 | 148 | 0,002 | 148 |
| Koweït | 0,252 | 0,246 | 18 629 | 0,246 | 18 629 |
| Lesotho | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Lettonie | 0,047 | 0,046 | 3 474 | 0,046 | 3 474 |
| Liban | 0,047 | 0,046 | 3 474 | 0,046 | 3 474 |
| Libéria | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Libye | 0,030 | 0,029 | 2 218 | 0,029 | 2 218 |
| Liechtenstein | 0,009 | 0,009 | 665 | 0,009 | 665 |
| Lituanie | 0,071 | 0,069 | 5 249 | 0,069 | 5 249 |
| Luxembourg | 0,067 | 0,065 | 4 953 | 0,065 | 4 953 |
| Macédoine du Nord | 0,007 | 0,007 | 517 | 0,007 | 517 |
| Madagascar | 0,004 | 0,004 | 296 | 0,004 | 296 |
| Malawi | 0,002 | 0,002 | 148 | 0,002 | 148 |
| Malaisie | 0,341 | 0,332 | 25 208 | 0,332 | 25 208 |
| Maldives | 0,004 | 0,004 | 296 | 0,004 | 296 |
| Mali | 0,004 | 0,004 | 296 | 0,004 | 296 |
| Malte | 0,017 | 0,017 | 1 257 | 0,017 | 1 257 |
| Maroc | 0,055 | 0,054 | 4 066 | 0,054 | 4 066 |
| Maurice | 0,011 | 0,011 | 813 | 0,011 | 813 |
| Mauritanie | 0,002 | 0,002 | 148 | 0,002 | 148 |
| Mexique | 1,292 | 1,260 | 95 509 | 1,260 | 95 509 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Monaco | 0,011 | 0,011 | 813 | 0,011 | 813 |
| Mongolie | 0,005 | 0,005 | 370 | 0,005 | 370 |
| Monténégro | 0,004 | 0,004 | 296 | 0,004 | 296 |
| Mozambique | 0,004 | 0,004 | 296 | 0,004 | 296 |
| Myanmar | 0,010 | 0,010 | 739 | 0,010 | 739 |
| Namibie | 0,009 | 0,009 | 665 | 0,009 | 665 |
| Nauru | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Népal | 0,007 | 0,007 | 517 | 0,007 | 517 |
| Nicaragua | 0,005 | 0,005 | 370 | 0,005 | 370 |
| Niger | 0,002 | 0,002 | 148 | 0,002 | 148 |
| Nigéria | 0,250 | 0,244 | 18 481 | 0,244 | 18 481 |
| Nioué | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Norvège | 0,754 | 0,735 | 55 739 | 0,735 | 55 739 |

| <i>Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification^a</i> | <i>Barème des quotes-parts de l'ONU</i> | <i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2021</i> | <i>Montant indicatif des contributions pour 2021 (En euros)</i> | <i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2022</i> | <i>Montant indicatif des contributions pour 2022 (En euros)</i> |
|---|---|--|---|--|---|
| Nouvelle-Zélande | 0,291 | 0,284 | 21 512 | 0,284 | 21 512 |
| Oman | 0,115 | 0,112 | 8 501 | 0,112 | 8 501 |
| Ouganda | 0,008 | 0,008 | 591 | 0,008 | 591 |
| Ouzbékistan | 0,032 | 0,031 | 2 366 | 0,031 | 2 366 |
| Pakistan | 0,115 | 0,112 | 8 501 | 0,112 | 8 501 |
| Palaos | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Panama | 0,045 | 0,044 | 3 327 | 0,044 | 3 327 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,010 | 0,010 | 739 | 0,010 | 739 |
| Paraguay | 0,016 | 0,016 | 1 183 | 0,016 | 1 183 |
| Pays-Bas | 1,356 | 1,322 | 100 241 | 1,322 | 100 241 |
| Pérou | 0,152 | 0,148 | 11 236 | 0,148 | 11 236 |
| Philippines | 0,205 | 0,200 | 15 154 | 0,200 | 15 154 |
| Pologne | 0,802 | 0,782 | 59 287 | 0,782 | 59 287 |
| Portugal | 0,350 | 0,341 | 25 873 | 0,341 | 25 873 |
| Qatar | 0,282 | 0,275 | 20 846 | 0,275 | 20 846 |
| République arabe syrienne | 0,011 | 0,011 | 813 | 0,011 | 813 |
| République centrafricaine | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| République de Corée | 2,267 | 2,210 | 167 585 | 2,210 | 167 585 |
| République démocratique du Congo | 0,010 | 0,010 | 739 | 0,010 | 739 |
| République démocratique populaire lao | 0,005 | 0,005 | 370 | 0,005 | 370 |
| République de Moldova | 0,003 | 0,003 | 222 | 0,003 | 222 |
| République dominicaine | 0,053 | 0,052 | 3 918 | 0,052 | 3 918 |
| République populaire démocratique de Corée | 0,006 | 0,006 | 444 | 0,006 | 444 |
| République-Unie de Tanzanie | 0,010 | 0,010 | 739 | 0,010 | 739 |
| Roumanie | 0,198 | 0,193 | 14 637 | 0,193 | 14 637 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 4,567 | 4,452 | 337 610 | 4,452 | 337 610 |
| Rwanda | 0,003 | 0,003 | 222 | 0,003 | 222 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Sainte-Lucie | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Samoa | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Saint-Marin | 0,002 | 0,002 | 148 | 0,002 | 148 |
| Sao Tomé-et-Principe | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Sénégal | 0,007 | 0,007 | 517 | 0,007 | 517 |
| Serbie | 0,028 | 0,027 | 2 070 | 0,027 | 2 070 |
| Seychelles | 0,002 | 0,002 | 148 | 0,002 | 148 |
| Sierra Leone | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Singapour | 0,485 | 0,473 | 35 853 | 0,473 | 35 853 |
| Slovaquie | 0,153 | 0,149 | 11 310 | 0,149 | 11 310 |
| Slovénie | 0,076 | 0,074 | 5 618 | 0,074 | 5 618 |
| Somalie | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Soudan | 0,010 | 0,010 | 739 | 0,010 | 739 |
| Soudan du Sud | 0,006 | 0,006 | 444 | 0,006 | 444 |

| <i>Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification^a</i> | <i>Barème des quotes-parts de l'ONU</i> | <i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2021</i> | <i>Montant indicatif des contributions pour 2021 (En euros)</i> | <i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2022</i> | <i>Montant indicatif des contributions pour 2022 (En euros)</i> |
|---|---|--|---|--|---|
| Sri Lanka | 0,044 | 0,043 | 3 253 | 0,043 | 3 253 |
| Suède | 0,906 | 0,883 | 66 975 | 0,883 | 66 975 |
| Suisse | 1,151 | 1,122 | 85 086 | 1,122 | 85 086 |
| Suriname | 0,005 | 0,005 | 370 | 0,005 | 370 |
| Tadjikistan | 0,004 | 0,004 | 296 | 0,004 | 296 |
| Tchad | 0,004 | 0,004 | 296 | 0,004 | 296 |
| Tchéquie | 0,311 | 0,303 | 22 990 | 0,303 | 22 990 |
| Thaïlande | 0,307 | 0,299 | 22 695 | 0,299 | 22 695 |
| Timor-Leste | 0,002 | 0,002 | 148 | 0,002 | 148 |
| Togo | 0,002 | 0,002 | 148 | 0,002 | 148 |
| Tonga | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Trinité-et-Tobago | 0,040 | 0,039 | 2 957 | 0,039 | 2 957 |
| Tunisie | 0,025 | 0,024 | 1 848 | 0,024 | 1 848 |
| Turquie | 1,371 | 1,337 | 101 349 | 1,337 | 101 349 |
| Turkménistan | 0,033 | 0,032 | 2 439 | 0,032 | 2 439 |
| Tuvalu | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Ukraine | 0,057 | 0,056 | 4 214 | 0,056 | 4 214 |
| Union européenne | 2,500 | 2,500 | 189 569 | 2,500 | 189 569 |
| Uruguay | 0,087 | 0,085 | 6 431 | 0,085 | 6 431 |
| Vanuatu | 0,001 | 0,001 | 76 | 0,001 | 76 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 0,728 | 0,710 | 53 816 | 0,710 | 53 816 |
| Viet Nam | 0,077 | 0,075 | 5 692 | 0,075 | 5 692 |
| Yémen | 0,010 | 0,010 | 739 | 0,010 | 739 |
| Zambie | 0,009 | 0,009 | 665 | 0,009 | 665 |
| Zimbabwe | 0,005 | 0,005 | 370 | 0,005 | 370 |
| Total | 102,510 | 100,000 | 7 582 749 | 100,000 | 7 582 749 |

^a États et organisations d'intégration économique régionale qui étaient parties à la Convention au 31 juillet 2021.

Note : Les États-Unis d'Amérique considèrent leur contribution au budget de base de la Convention comme une contribution volontaire.